

# Demande d'examen au cas par cas préalable à la réalisation éventuelle d'une évaluation environnementale

Article R. 122-3 du code de l'environnement

*Ce formulaire sera publié sur le site internet de l'autorité environnementale  
Avant de remplir cette demande, lire attentivement la notice explicative*

## Cadre réservé à l'autorité environnementale

Date de réception :

Dossier complet le :

N° d'enregistrement :

### 1. Intitulé du projet

Autoroute A46 - Aménagement du parking de covoiturage de Communay

### 2. Identification du (ou des) maître(s) d'ouvrage ou du (ou des) pétitionnaire(s)

#### 2.1 Personne physique

Nom

Prénom

#### 2.2 Personne morale

Dénomination ou raison sociale

Autoroutes du Sud de la France - Direction Régionale Rhône-Alpes-Auvergne

Nom, prénom et qualité de la personne  
habilitée à représenter la personne morale

JERÔME PISSONNIER - Directeur Régional RAA

RCS / SIRET

5 7 2 1 3 9 9 9 6 0 0 1 1 8

Forme juridique SA

**Joignez à votre demande l'annexe obligatoire n°1**

### 3. Catégorie(s) applicable(s) du tableau des seuils et critères annexé à l'article R. 122-2 du code de l'environnement et dimensionnement correspondant du projet

N° de catégorie et sous-catégorie	Caractéristiques du projet au regard des seuils et critères de la catégorie (Préciser les éventuelles rubriques issues d'autres nomenclatures (ICPE, IOTA, etc.))
41 - Aires de stationnement ouvertes au public, dépôts de véhicules et garages collectifs de caravanes ou de résidences mobiles de loisirs a) Aires de stationnement ouvertes au public de 50 unités et plus	Le projet prévoit la réalisation d'une aire de stationnement comprenant 80 places (dont 2 places réservées aux Personnes à Mobilité Réduite (PMR)). Il est donc soumis à examen au cas par cas.

### 4. Caractéristiques générales du projet

**Doivent être annexées au présent formulaire les pièces énoncées à la rubrique 8.1 du formulaire**

#### 4.1 Nature du projet, y compris les éventuels travaux de démolition

Le projet, porté par la société ASF (Autoroutes du Sud de la France), consiste à réaliser un parking de covoiturage à proximité de la sortie n°16 de l'autoroute A46, localisé sur les communes de Communay et de Simandres dans le département du Rhône (69). Une partie importante du projet est plus particulièrement située sur l'ancienne chaussée de la RN7, partiellement démolie dans le cadre du projet. Le site retenu par ASF pour le projet est situé en partie hors du Domaine Public Autoroutier Concédé (DPAC), correspondant au foncier destiné à l'exploitation de l'autoroute. Les autres terrains appartiennent à la Communauté de Communes du Pays de l'Ozon (CCPO). Un plan de situation est joint en annexe 2.

Ce parking sera composé de 80 places de stationnement VL (véhicules légers), dont 2 places réservées aux Personnes à Mobilité Réduite (PMR). Il comprendra également un abri pour les usagers vis-à-vis des intempéries ainsi que des arceaux pour les vélos. Le parking sera accessible à la fois par les usagers de l'autoroute et par ceux de la voirie locale.

Un cheminement pour les piétons sera réalisé afin de garantir leur sécurité au sein du parking.

Enfin, les contraintes d'accès pompiers et des véhicules d'entretien seront prises en compte dans la conception (gabarit, structure de cheminement, etc.).

#### **4.2 Objectifs du projet**

La covoiturage s'inscrit comme l'un des leviers importants pour désengorger les voies d'accès aux centres d'agglomérations ou aux zones d'emplois. Ces enjeux ont été fortement soulignés lors des Assises de la mobilité au dernier trimestre de 2017. La loi d'Orientation sur les Mobilités, approuvée par le décret 2018-959 du 6 novembre 2018, précise et encadre de nouveaux dispositifs pour encourager la pratique du covoiturage.

L'objectif du projet est de mettre à disposition des usagers de l'autoroute A46 une zone de stationnement pour véhicules légers (VL) à proximité immédiate de l'autoroute pour inciter au covoiturage.

Le projet permettra ainsi aux usagers de se regrouper pour covoiturer dans des conditions de confort et de sécurité optimales.

Par ailleurs, le projet participera à la réduction des émissions de polluants en diminuant le trafic de véhicules légers et répond donc également à l'objectif de réduction des émissions du SCoT de l'agglomération Lyonnaise (approuvé le 16 décembre 2010, modifié le 19 mai 2017), du PCET Grand Lyon et du PPA de la Métropole de Lyon (approuvé le 26 février 2014).

A noter également que le projet est compatible avec les PLU de Communay (modification n°4 approuvée le 23 juin 2015) et de Simandres (approuvé le 19 décembre 2013).

#### **4.3 Décrivez sommairement le projet**

##### **4.3.1 dans sa phase travaux**

Les travaux se dérouleront en plusieurs phases :

- 1) Dévoisement de réseaux (si nécessaire) ;
- 2) Terrassement ;
- 3) Réalisation du système d'assainissement ;
- 4) Travaux de voirie ;
- 5) Réseaux divers (éclairage) ;
- 5) Signalisations verticale et horizontale.

L'ancienne RN7 (voie Notre Dame de Limon) sera partiellement démolie dans le cadre du projet.

Un abris pour les usagers vis-à-vis des intempéries ainsi que des arceaux à vélos seront installés. Un aménagement paysager du parking sera réalisé, comprenant des espaces verts enherbés ainsi que des arbres et un massif arbustif au Sud, en entrée de voie. Le parking ne sera pas clôturé.

Les travaux seront réalisés de jour. La surface de l'emprise travaux est de 4 660 m<sup>2</sup>.

Diverses mesures de protection seront mises en œuvre durant le chantier : balisage de l'emprise du chantier, lutte contre les espèces invasives, réalisation d'un système d'assainissement provisoire, présence de kits anti-pollution sur le chantier (voir paragraphe 6.4). Une base vie sera également implantée, dans la mesure du possible, sur des emprises appartenant à ASF et/ou sur des terrains déjà imperméabilisés.

Les travaux démarreront en juillet 2022 (sous réserve de l'absence de risque d'atteinte d'espèces protégées communes) et se termineront en septembre 2022. La période printanière, la plus sensible en terme de reproduction, sera ainsi évitée.

##### **4.3.2 dans sa phase d'exploitation**

En phase exploitation, le projet permettra aux usagers de se regrouper pour covoiturer dans des conditions de confort et de sécurité optimales. Il comprendra également un dépose-minute.

A ce jour, les eaux pluviales sont rejetées dans les fossés existants sans retenue et traitement.

Le système d'assainissement mis en œuvre consistera à réaliser un assainissement basé sur la collecte de l'ensemble des eaux ruisselées sur le projet et l'acheminement de celles-ci vers un bassin de rétention enterré. Les eaux seront ensuite rejetées dans le fossé existant longeant la RN7 à l'Ouest de la parcelle (à débit régulé - plus favorable que celui de la situation actuelle - et après traitement (aucun débit de fuite n'est imposé par le SDAGE du bassin Rhône-Méditerranée, le SAGE Est Lyonnais et les PLU)).

A noter que les résultats de l'étude géotechnique ont démontré une faible perméabilité des sols en place (inférieure à 10E-7 m/s). L'infiltration des eaux pluviales n'est donc pas réalisable sur site.

Le projet ne sera pas à l'origine de pollution lumineuse puisque l'éclairage (dédié à la sécurité des usagers) sera orienté vers le sol.

Enfin, l'utilisation de produits phytosanitaires sera proscrite.

La Communauté de Communes du Pays de l'Ozon (CCPO) sera propriétaire et gestionnaire du parking de covoiturage.

**4.4 A quelle(s) procédure(s) administrative(s) d'autorisation le projet a-t-il été ou sera-t-il soumis ?**

La décision de l'autorité environnementale devra être jointe au(x) dossier(s) d'autorisation(s).

Procédure Loi sur l'eau : rubrique 2.1.5.0. Gestion des eaux pluviales : 4 660 m<sup>2</sup> < inférieure au seuil de déclaration de 1 ha (le bassin versant naturel à l'Est est géré par le fossé de gestion des eaux pluviales existant le long de la voirie. Les eaux pluviales du parking ne seront pas rejetées dans ce fossé mais dans un autre fossé longeant la RN7 à l'Ouest) ; 2.2.4.0. Sels dissous : non concerné (pas d'entretien hivernal sur les aires de covoiturage) ; 3.3.1.0. Zones humides : le diagnostic faune et flore réalisé dans le cadre du projet n'a pas mis en évidence la présence de zone humide (cf. étude écologique en annexe 7). Le projet n'est donc pas soumis à la loi sur l'eau. Des échanges avec la Direction Départementale des Territoires (DDT) du Rhône ont déjà eu lieu. Un Porter à connaissance lui sera transmis. Par ailleurs, le projet est compatible avec les règlements des PLU de Communay et Simandres et ne fait pas l'objet d'une procédure de dérogation espèces et habitats protégés. Enfin, le projet fera l'objet d'un permis d'aménager, dont l'ABF participera à l'instruction (présence d'un périmètre de protection de monument historique).

**4.5 Dimensions et caractéristiques du projet et superficie globale de l'opération - préciser les unités de mesure utilisées**

Grandeurs caractéristiques	Valeur(s)
Surface du projet :	4 660 m <sup>2</sup>
Nombre de places de stationnement :	80 places VL (dont deux places dédiées aux PMR)
Largeur de la voie desservant les places de stationnement :	6 m

**4.6 Localisation du projet**

Adresse et commune(s)  
d'implantation

Coordonnées géographiques<sup>1</sup>

Long. 04° 51' 11" E Lat. 45° 35' 46" N

Commune :

Communay (69)

Simandres (69)

Pour les catégories 5° a), 6° a), b) et c), 7° a), b) 9° a), b), c), d), 10°, 11° a) b), 12°, 13°, 22°, 32°, 34°, 38° ; 43° a), b) de l'annexe à l'article R. 122-2 du code de l'environnement :

Point de départ :

Long. \_\_\_° \_\_\_' \_\_\_" Lat. \_\_\_° \_\_\_' \_\_\_"

Point d'arrivée :

Long. \_\_\_° \_\_\_' \_\_\_" Lat. \_\_\_° \_\_\_' \_\_\_"

Communes traversées :

Communay (69)

Simandres (69)

Joignez à votre demande les annexes n° 2 à 6

4.7 S'agit-il d'une modification/extension d'une installation ou d'un ouvrage existant ?

Oui ☐

Non ☒

4.7.1 Si oui, cette installation ou cet ouvrage a-t-il fait l'objet d'une évaluation environnementale ?

Oui ☐

Non ☐

4.7.2 Si oui, décrivez sommairement les différentes composantes de votre projet et indiquez à quelle date il a été autorisé ?

<sup>1</sup> Pour l'outre-mer, voir notice explicative



## 5. Sensibilité environnementale de la zone d'implantation envisagée

Afin de réunir les informations nécessaires pour remplir le tableau ci-dessous, vous pouvez vous rapprocher des services instructeurs, et vous référer notamment à l'outil de cartographie interactive CARMEN, disponible sur le site de chaque direction régionale.

Le site Internet du ministère en charge de l'environnement vous propose, dans la rubrique concernant la demande de cas par cas, la liste des sites internet où trouver les données environnementales par région utiles pour remplir le formulaire.

Le projet se situe-t-il :	Oui	Non	Lequel/Laquelle ?
Dans une zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique de type I ou II (ZNIEFF) ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Le projet n'est pas localisé au sein du périmètre d'une ZNIEFF. La ZNIEFF la plus proche est la ZNIEFF de type I "Vallon du Gorneton" à environ 2,70 km au Sud-Ouest du projet.
En zone de montagne ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Dans une zone couverte par un arrêté de protection de biotope ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Sur le territoire d'une commune littorale ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Dans un parc national, un parc naturel marin, une réserve naturelle (nationale ou régionale), une zone de conservation halieutique ou un parc naturel régional ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Sur un territoire couvert par un plan de prévention du bruit, arrêté ou le cas échéant, en cours d'élaboration ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	L'A46 est concernée par le PPBE de l'État dans la Métropole de Lyon et le département du Rhône, approuvé par arrêté du 9 juillet 2020.
Dans un bien inscrit au patrimoine mondial ou sa zone tampon, un monument historique ou ses abords ou un site patrimonial remarquable ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le projet est compris dans le périmètre de protection d'un monument historique : la Chapelle de Notre Dame de Limon (inscription par arrêté du 02/10/1954).
Dans une zone humide ayant fait l'objet d'une délimitation ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Le site d'implantation du projet ne comprend aucune zone humide issue des inventaires départementaux du Rhône et de l'Isère. Le diagnostic écologique réalisé a permis de démontrer l'absence de zone humide au droit de l'emprise projet (absence d'habitat caractéristique de zone humide et sondages non représentatifs) (cf. étude écologique en annexe 7).

<p>Dans une commune couverte par un plan de prévention des risques naturels prévisibles (PPRN) ou par un plan de prévention des risques technologiques (PPRT) ?</p> <p>Si oui, est-il prescrit ou approuvé ?</p>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>Communay est concernée par le PPRI de la vallée de l'Ozon. Les emprises du projet se situent en zone blanche du PPRI (zone non exposée au risque d'inondation par débordement de ruisseau mais dont certains aménagements implantés au droit de celle-ci pourraient aggraver le risque d'inondation actuel dans les zones exposées). Les prescriptions relatives à cette zone concernent les équipements ou infrastructures dont la surface est supérieure à 1 ha. Pour rappel, le projet présente une surface de 4 660 m<sup>2</sup>.</p> <p>PPRI de la vallée de l'Ozon, approuvé par arrêté préfectoral du 9 juillet 2008.</p>
<p>Dans un site ou sur des sols pollués ?</p>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<p>Le projet n'est pas localisé à proximité d'un site BASIAS ni d'un site BASOL. Aucune ICPE n'est également présente à proximité du projet.</p>
<p>Dans une zone de répartition des eaux ?</p>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
<p>Dans un périmètre de protection rapprochée d'un captage d'eau destiné à la consommation humaine ou d'eau minérale naturelle ?</p>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
<p>Dans un site inscrit ?</p>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
<p><b>Le projet se situe-t-il, dans ou à proximité :</b></p>	<b>Oui</b>	<b>Non</b>	<b>Lequel et à quelle distance ?</b>
<p>D'un site Natura 2000 ?</p>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<p>Le projet n'est pas localisé à proximité d'un site Natura 2000. Le site le plus proche est le site "Vallons et combes du Pilat Rhodanien" (FR8202008, directive Habitats), localisé à environ 16 km au sud-ouest du projet (cf. annexe 6, Natura 2000).</p>
<p>D'un site classé ?</p>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	

**6. Caractéristiques de l'impact potentiel du projet sur l'environnement et la santé humaine au vu des informations disponibles**

**6.1 Le projet envisagé est-il susceptible d'avoir les incidences notables suivantes ?**

Veuillez compléter le tableau suivant :

Incidences potentielles		Oui	Non	De quelle nature ? De quelle importance ? <i>Appréciez sommairement l'impact potentiel</i>
<b>Ressources</b>	Engendre-t-il des prélèvements d'eau ? Si oui, dans quel milieu ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Les aménagements prévus dans le cadre du projet sont des aménagements superficiels. Aucun prélèvement d'eau n'est prévu.
	Impliquera-t-il des drainages / ou des modifications prévisibles des masses d'eau souterraines ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
	Est-il excédentaire en matériaux ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	A ce stade des études, le projet semble être excédentaire en matériaux. Les calculs de quantité de déblais et remblais seront toutefois affinés lors des prochaines étapes du projet.
	Est-il déficitaire en matériaux ? Si oui, utilise-t-il les ressources naturelles du sol ou du sous-sol ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
<b>Milieu naturel</b>	Est-il susceptible d'entraîner des perturbations, des dégradations, des destructions de la biodiversité existante : faune, flore, habitats, continuités écologiques ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	L'emprise projet est concernée par une friche et un pré-bois caducifolié. Il s'agit d'un espace abandonné se refermant progressivement en l'absence d'entretien. Ces unités de végétation sont fréquemment rencontrées et peu favorables à l'accueil d'espèces patrimoniales. Le site est par ailleurs ceinturé par l'urbanisation (RN7, A46). Aucune zone humide n'a été observée. Les enjeux écologiques sont relatifs aux espèces invasives et aux espèces communes mais protégées de faune. L'emprise projet évite cependant les espaces à enjeux modérés, hormis très ponctuellement pour le raccordement des eaux pluviales au fossé existant de la RN7 (cf. annexes 7 et 8).
	Si le projet est situé dans ou à proximité d'un site Natura 2000, est-il susceptible d'avoir un impact sur un habitat / une espèce inscrit(e) au Formulaire Standard de Données du site ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Le projet est localisé à environ 16 km du site Natura 2000 "Vallons et combes du Pilat Rhodanien" (FR8202008). Aucun habitat d'intérêt communautaire n'a été contacté au sein de l'emprise projet. L'impact direct du projet sur ces derniers est donc nul. Par ailleurs, du fait de la distance séparant le site de l'emprise projet, de la surface de celle-ci et de son encadrement par un réseau routier dense, le projet n'aura aucune incidence indirecte sur le site Natura 2000 (cf. chapitre 3 de l'annexe 7 et annexe 9).

	Est-il susceptible d'avoir des incidences sur les autres zones à sensibilité particulière énumérées au 5.2 du présent formulaire ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Le projet se situe à proximité immédiate du périmètre de l'ENS "Balmes boisées de Simandres". Cependant, il n'est pas inclus dans le périmètre de ce dernier. En phase travaux, aucune emprise travaux ne sera située sur l'ENS (pour information, la voie Notre Dame de Limon est bordée par un talus abrupte sur toute sa partie Est, limitant tout risque d'incidence).
	Engendre-t-il la consommation d'espaces naturels, agricoles, forestiers, maritimes ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
<b>Risques</b>	Est-il concerné par des risques technologiques ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le projet n'est pas localisé à proximité d'une ICPE, d'un site BASIAS ni d'un site BASOL. Il n'est pas concerné par un Plan de Prévention des Risques technologiques (PPRT). L'A46 et la RN7, localisées à proximité immédiate du projet, sont concernées par le risque de transport de matières dangereuses.
	Est-il concerné par des risques naturels ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le projet est concerné par le PPRI de la vallée de l'Ozon, approuvé par arrêté préfectoral du 9 juillet 2008. Il se situe en zone blanche, non concernée par le risque d'inondation mais soumise à quelques prescriptions concernant notamment les projets d'infrastructure dont la superficie dépasse 1 ha. Le projet se situe dans une zone potentiellement sujette au débordement de nappe (au-dessus du terrain naturel). Il est également concerné par un aléa faible de retrait-gonflement des argiles et est situé en zone de sismicité 3, correspondant à un risque sismique modéré.
	Engendre-t-il des risques sanitaires ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
	Est-il concerné par des risques sanitaires ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
<b>Nuisances</b>	Engendre-t-il des déplacements/des trafics	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Le projet est localisé à proximité de deux infrastructures routières supportant toutes deux un trafic important. Le projet n'engendre pas de trafic supplémentaire, son objectif étant d'offrir un espace de stationnement sécurisé pour le covoiturage, participant ainsi, à son échelle, à une diminution des trafics. En phase travaux, les nuisances liées au trafic (poids-lourds, engins de chantier) seront limitées (secteur non urbanisé traversé par l'A46 et la RN7).
	Est-il source de bruit ? Est-il concerné par des nuisances sonores ?	<input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	Le projet va générer des nuisances sonores en phase travaux. Cependant, il est localisé à proximité immédiate de l'A46 et de la RN7 et dans un secteur non urbanisé. Une seule habitation est présente au Nord-Ouest. Les travaux étant réalisés uniquement de jour, les nuisances sonores seront masquées par le trafic de poids-lourds et véhicules légers circulant sur les axes routiers. En phase exploitation, le projet n'engendrera pas de trafic supplémentaire et ne sera donc pas à l'origine de nouvelles nuisances sonores.



Emissions	Engendre-t-il des odeurs ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
	Est-il concerné par des nuisances olfactives ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
	Engendre-t-il des vibrations ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Le projet ne sera pas à l'origine de vibrations.
	Est-il concerné par des vibrations ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
	Engendre-t-il des émissions lumineuses ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Les travaux seront réalisés de jour uniquement. Le chantier ne sera donc pas à l'origine d'émissions lumineuses.
	Est-il concerné par des émissions lumineuses ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	En phase exploitation, le parking et les cheminements piétons seront éclairés pour assurer la sécurité des usagers. L'éclairage sera orienté vers le sol de manière à réduire la pollution lumineuse.
	Engendre-t-il des rejets dans l'air ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	En phase travaux, le projet est susceptible de générer des émissions de poussières et autres particules liées à l'utilisation d'engins de chantier. Des mesures spécifiques seront définies de manière à limiter ces émissions. En phase exploitation, le projet a pour objectif de favoriser le covoiturage. Le projet permettra donc de réduire les émissions de polluants et est donc en accord avec le SCoT de l'agglomération Lyonnaise, le PCET et le PPA de Lyon.
	Engendre-t-il des rejets liquides ? Si oui, dans quel milieu ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	En phase exploitation, les eaux pluviales seront récoltées via un système de collecte des eaux pluviales et de rétention (bassin de rétention enterré et rejet dans le fossé longeant la RN7 à l'Ouest de la parcelle). En phase travaux, un système provisoire sera mis en place pour récolter les eaux issues du chantier (fossés créés autour des zones de stockage, pose d'un géotextile sur les zones de base vie (si zones non imperméabilisées, cf. 4.3.1) et de circulation, ...). Le bassin de rétention définitif sera réalisé dès le démarrage des travaux et sera utilisé comme ouvrage de gestion des eaux pluviales durant le chantier.
Emissions	Engendre-t-il des effluents ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	En phase exploitation, le projet n'engendrera aucun effluent.  En phase travaux, les eaux usées du chantier seront gérées et traitées par les entreprises.
	Engendre-t-il la production de déchets non dangereux, inertes, dangereux ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	En phase travaux, des déchets non dangereux, inertes et dangereux sont susceptibles d'être générés. Des prescriptions contractuelles à destination des entreprises sont prévues concernant le contrôle et le traitement des déchets.  En phase exploitation, des déchets non dangereux peuvent être générés par les usagers. Des conteneurs enterrés seront implantés sur l'aire de covoiturage. Les déchets seront évacués en filières agréées.



Patrimoine / Cadre de vie / Population	Est-il susceptible de porter atteinte au patrimoine architectural, culturel, archéologique et paysager ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le secteur d'étude ayant été remanié pour la construction de l'A46 Sud, de nouvelles fouilles ne devraient pas être nécessaires. A ce titre, une demande de saisine anticipée de la DRAC est en cours.
	Engendre-t-il des modifications sur les activités humaines (agriculture, sylviculture, urbanisme, aménagements), notamment l'usage du sol ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	D'après l'Atlas des Patrimoines, le site d'étude est compris dans le périmètre de protection d'un monument historique (la Chapelle de Notre Dame de Limon, inscription par arrêté du 02/10/1954). L'Architecte des Bâtiments de France (ABF) participera à l'instruction du permis d'aménager.  L'emprise du projet, de 4660 m2, est concernée par une friche et un pré-bois caducifolié. Il s'agit d'un espace abandonné se refermant progressivement en l'absence d'entretien (cf. annexe 7, synthèse des habitats et enjeux).

**6.2 Les incidences du projet identifiées au 6.1 sont-elles susceptibles d'être cumulées avec d'autres projets existants ou approuvés ?**

Oui ☒ Non ☐ Si oui, décrivez lesquelles :

Quatre projets sont localisés à plus de 4,5 km du projet : projet de plateforme fluviale à Sérézin-sur-Rhône (avis tacite de l'Autorité environnementale (Ae) du 11/12/2018) ; projet de plateforme de maturation et valorisation de mâchefers et laitiers sidérurgiques à Loire-sur-Rhône (avis de l'Ae du 06/12/2017) ; projet de création d'un parc logistique bimodal à Loire-sur-Rhône (avis de l'Ae du 08/09/2017) ; demande d'autorisation temporaire pour un projet de découpage de barges de transport fluvial non motorisées (avis tacite de l'Ae du 07/08/2017). Au vu de la nature de ces projets et de leur éloignement, aucun impact cumulé avec le projet d'aire de covoiturage n'est attendu.

D'autres projets sont recensés dans le secteur d'étude :

-Projet de ZAC de la Platières à Chasse-sur-Rhône (avis tacite de l'Ae du 26/09/2017), à environ 3 km du projet. Les travaux de la ZAC sont terminés. Une extension était programmée sur la période 2016-2019 (source des données les plus récentes : SERL). Suivant la date de démarrage des travaux de l'aire de covoiturage, ces derniers sont susceptibles de se cumuler avec ceux des ZAC. ASF prendra contact avec les maître d'ouvrages des ZAC le cas échéant (coordination des chantiers). En phase exploitation, le projet d'aire de covoiturage servira aux usagers des ZAC, permettant ainsi de limiter le trafic.

**6.3 Les incidences du projet identifiées au 6.1 sont-elles susceptibles d'avoir des effets de nature transfrontière ?**

Oui ☐ Non ☒ Si oui, décrivez lesquels :

**6.4 Description, le cas échéant, des mesures et des caractéristiques du projet destinées à éviter ou réduire les effets négatifs notables du projet sur l'environnement ou la santé humaine (pour plus de précision, il vous est possible de joindre une annexe traitant de ces éléments) :**

Il est prévu de limiter les mouvements de terres nécessaires à l'aplanissement du site. Une intégration paysagère du projet est également prévue. Un système de gestion des eaux pluviales sera mis en place : système de collecte et mise en place d'un bassin de rétention enterré avec rejet des eaux (à débit régulé et après traitement) dans le fossé longeant la RN7 à l'Ouest de la parcelle. Ce système permettra d'éviter les impacts du projet sur la ressource en eau. Pour rappel, la perméabilité des sols en place ne permet pas de recourir à l'infiltration.

Concernant les enjeux écologiques identifiés, la lutte contre les espèces invasives (nettoyage des engins et végétalisation) et l'évitement de la consommation d'espaces en préservant les habitats boisés et une partie des milieux ouverts font partie des mesures qui seront mises en œuvre.

En phase chantier également, diverses mesures permettront de réduire les impacts du projet : mise en place d'un système d'assainissement provisoire, balisage du chantier, réalisation de la base vie sur des emprises appartenant à ASF et/ou sur des sites déjà imperméabilisés dans la mesure du possible, etc. Les clauses environnementales seront insérées dans les contrats des entreprises travaux. Ces mesures seront contrôlées par les entreprises ainsi que le maître d'ouvrage.

**7. Auto-évaluation (facultatif)**

Au regard du formulaire rempli, estimez-vous qu'il est nécessaire que votre projet fasse l'objet d'une évaluation environnementale ou qu'il devrait en être dispensé ? Expliquez pourquoi.

Le maître d'ouvrage, conscient de l'impact environnemental que peut susciter un projet d'aménagement sur l'environnement, applique la séquence Éviter, Réduire, Compenser (ERC) tout au long de l'élaboration de son projet. Au vu de la nature du projet (parking de covoiturage), du contexte dans lequel celui-ci s'insère (site principalement en friche) et des mesures d'insertion environnementale prévues (voir 6.4), le projet ne présente pas d'impact notable prédictible sur l'environnement, la santé et le cadre de vie.

De plus, au vu de sa nature (parking dédié au covoiturage), celui-ci participera à la réduction des émissions de polluants. La réalisation d'une évaluation environnementale ne paraît donc pas nécessaire.

**8. Annexes**

**8.1 Annexes obligatoires**

Objet		
1	Document CERFA n°14734 intitulé « informations nominatives relatives au maître d'ouvrage ou pétitionnaire » - <b>non publié</b> ;	<input checked="" type="checkbox"/>
2	Un plan de situation au 1/25 000 ou, à défaut, à une échelle comprise entre 1/16 000 et 1/64 000 (il peut s'agir d'extraits cartographiques du document d'urbanisme s'il existe) ;	<input checked="" type="checkbox"/>
3	Au minimum, 2 photographies datées de la zone d'implantation, avec une localisation cartographique des prises de vue, l'une devant permettre de situer le projet dans l'environnement proche et l'autre de le situer dans le paysage lointain ;	<input checked="" type="checkbox"/>
4	Un plan du projet <u>ou</u> , pour les travaux, ouvrages ou aménagements visés aux catégories 5° a), 6°a), b) et c), 7°a), b), 9°a), b), c), d), 10°, 11°a), b), 12°, 13°, 22°, 32, 38° ; 43° a) et b) de l'annexe à l'article R. 122-2 du code de l'environnement un projet de tracé ou une enveloppe de tracé ;	<input checked="" type="checkbox"/>
5	Sauf pour les travaux, ouvrages ou aménagements visés aux 5° a), 6°a), b) et c), 7° a), b), 9°a), b), c), d), 10°, 11°a), b), 12°, 13°, 22°, 32, 38° ; 43° a) et b) de l'annexe à l'article R. 122-2 du code de l'environnement : plan des abords du projet (100 mètres au minimum) pouvant prendre la forme de photos aériennes datées et complétées si nécessaire selon les évolutions récentes, à une échelle comprise entre 1/2 000 et 1/5 000. Ce plan devra préciser l'affectation des constructions et terrains avoisinants ainsi que les canaux, plans d'eau et cours d'eau ;	<input checked="" type="checkbox"/>
6	Si le projet est situé dans un site Natura 2000, un plan de situation détaillé du projet par rapport à ce site. Dans les autres cas, une carte permettant de localiser le projet par rapport aux sites Natura 2000 sur lesquels le projet est susceptible d'avoir des effets.	<input checked="" type="checkbox"/>

## 8.2 Autres annexes volontairement transmises par le maître d'ouvrage ou pétitionnaire

Veuillez compléter le tableau ci-joint en indiquant les annexes jointes au présent formulaire d'évaluation, ainsi que les parties auxquelles elles se rattachent

Objet
Annexe 7 : étude écologique
Annexe 8 : synthèse des enjeux écologiques
Annexe 9 : formulaire d'évaluation simplifiée des incidences Natura 2000

## 9. Engagement et signature

Je certifie sur l'honneur l'exactitude des renseignements ci-dessus



Fait à

BOURG-LES-VALENCE

le,

- 6 SEP. 2021

Signature

  
**Jérôme Pistonnier**  
Directeur Régional



